ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 14 mars 1966, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures temporaires en faveur de certains agents du personnel civil du Ministère de la Défense nationale", a donné le 23 mars 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e maart 1966 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende tijdelijke maatregelen ten gunste van bepaalde leden van het burgerlijk personeel van het Ministerie van Landsverdediging", heeft de 23e maart 1966 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L'intitulé suivant exprimerait mieux l'objet de l'arrêté :

"Arrêté royal portant des mesures temporaires pour l'admission , en qualité d'agent de l'Etat, de certains agents du personnel civil du Ministère de la Défense nationale".

Préambule.

La référence aux arrêtés royaux des 20 juillet 1964 et 9 avril 1965, aux alinéas 5 et 6 du préambule, pourrait être omise sans inconvénient.

En revanche, l'arrêté royal du 24 décembre 1951 devrait être mentionné, puisque le texte déroge à cet arrêté. Cette mention devrait être rédigée comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1951 autorisan le Ministre de la Défense nationale à engager du personr de complément en vue d'occuper un certain nombre d'empl prévus pour des militaires de rang subalterne et fixant le statut de ce personnel, modifié par les arrêtés roy des 20 juin 1955, 5 février 1958 et 24 mars 1965;".

Le projet déroge en de nombreux points au sta des agents de l'Etat. Conformément au prescrit de l' cle 116 du statut, les motifs de ces dérogations doi être indiqués au préambule.

...

Article ler.

Au 1° de cet article, il y a lieu d'omettre les mots : "tel qu'il a été modifié par des arrêtés ultérieurs

Dans sa lettre du 10 mars 1966 , le Ministre signale que des doutes ont été émis quant à la légalité de l'inclusion du personnel civil recruté pour les travaux d'infrastructure de l'organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) parmi les bénéficiaires de l'arrêté royal en projet.

Il ressort des documents joints à la lettre du Ministre, que les membres du personnel OTAN sont des personnes engagées, sous contrat, par le Ministre de la Défense nationale. Les clauses du contrat rendent applicables des dispositions de l'arrêté royal du 24 décembre 1951 fixant le statut du personnel de complément, ainsi que diverses dispositions légales de droit belge.

La seule différence qui existe entre ce personnel et les autres personnes engagées sous contrat est que l'OTAN rembourse en grande partie à l'Etat belge les traitements dudit personnel. Cet arrangement conclu entre l'OTAN et l'Etat belge ne peut, toutefois, affecter en rien le statut des personnes engagées par ce dernier.

+

La loi du 2 avril 1965 vise en sus des agents temporaires, les "personnes engagées à titre précaire dans les administrations de l'Etat".

.../...

Les personnes engagées sous contrat par le Ministre de la Défense nationale (avec possibilité de résiliation moyennant un préavis de trois mois - arrêté royal du 24 décembre 1951, article 6, § 1er) répondent incontestablement à la notion de personnes engagées à titre précaire dans les administrations de l'Etat au sens de cette loi.

Au 2°, il serait plus conforme à la terminologie administrative de remplacer les mots "agents civils recrutés" par les mots "personnes recrutées".

Article 2.

Pour mieux se conformer aux conditions prévues par l'article 1er, I, A, 2°, de la loi du 2 avril 1965, il est proposé de rédiger le 1° comme suit :

"1° avoir été en fonction au plus tard le 31 décembre 196
y être restés jusqu'à la date à laquelle le présent arrêté leur sera appliqué, avoir, pendant toute la durée de cette période, été chargés d'une fonction comportant des prestations d'au moins quatre heures par jour en moyenne et avoir été rémunérés par le Trésor pour de telles prestations, à moins qu'ils n'aient été empêchés de les fournir pour raison de santé ou de force majeure ".

.../

Le 3° reproduit le texte de la condition énoncée à l'article 16, § 1er, 6°, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Il serait donc plus simple d'inclure la men "6° alinéa 1er" au 2° de l'article 2 du projet, qui deviendrait :

"2° satisfaire aux conditions d'admissibilité énoncées à l'article 16, § 1er, 1°, 3°, 4° et 6°, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat".

Moyennant quoi le 3° devrait être supprimé.

Article 3.

Cet article paraît superflu et devrait être omis. En effet, la règle qu'il édicte est comprise dans les règles énoncées à l'article 8.

Article 5.

La condition d'effectuer des prestations d'au moins quatre heures est une condition générale imposée à tout bénéficiaire de l'arrêté par l'article 2, 1°. Il est donc inutile de la reproduire. L'alinéa 3 pourr être rédigé comme suit :

"Les membres du personnel engagés en qualité d nettoyeur ou de nettoyeuse ne peuvent être nommés en qualité d'agent de l'Etat que s'ils en font la demar dans les trente jours de la date de l'entrée en vig du présent arrêté".

Article 6.

Selon les termes du paragraphe 2 :

"Le programme de l'examen ... est celui fixé en application de l'article 8, § 2, de l'arrêté royal du 9 avril 1965".

En exécution de l'article 8, § 2, précité, a été pris l'arrêté ministériel du 17 janvier 1966 fixant le programme de l'examen spécial prévu par l'arrêté royal du 9 avril 1965 . Il serait donc préférable de rédiger le § 2 comme suit :

"Le programme de l'examen prévu au § 1er est celui qui est fixé par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 17 janvier 1966 fixant le programme de l'examen spécial prévu par l'arrêté royal du 9 avril 1965 portant des mesures temporaires en faveur de certains agents des administrations de l'Etat".

Article 7.

Au 1°, il y a lieu de placer les mots "par le Secrétaire permanent au recrutement" entre deux virgules.

Au 2°, il y a lieu d'écrire : "à l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964".

Article 8.

Cet article gagnerait à être rédigé comme suit :

.../...

"Article 8.-

Les membres du personnel visés à l'article 1er qui ne se présentent pas à l'examen spécial prévu par l'article 6 ou qui y échouent, peuvent, à leur demande, être nommés, sans concours ni examen, à un grade du niveau immédiatement inférieur à celui auquel leur diplôme leur permettrait d'accéder, s'ils répondent aux autres conditions fixées pour la nomination à ce grade".

Article 9.

A cet article, le mot "était" devrait être remplacé par "ait été".

Article 10.

Si le Gouvernement se rallie à la suggestion faite à propos de l'article 2, la référence à l'article 2, 4°, devrait être remplacée par une référence à l'article 2,3°.

Le mot "statuant", qui n'est pas exact, devrait être remplacé par le mot "émis".

A la deuxième phrase, il est superflu de préciser qu'une mention défavorable doit être fondée sur des faits défavorables.

Article 12.

En ce qui concerne l'alinéa 3 de cet article, l'intention du Gouvernement serait énoncée avec plus de précision dans le texte suivant :

"Pour les nominations à un même grade, les bénéficiaires du présent arrêté sont assimilés, quant à l'ordre de préférence, aux membres du personnel visés à l'article 21, alinéa 3, 4°, de l'arrêté royal du 9 avril 1965.

Toutefois, les membres du personnel dont il est question à l'article 8 du présent arrêté (article 7 si l'article 3 est omis) sont assimilés aux membres du personnel visés à l'article 21, alinéa 3, 5°, de l'arrêté royal du 9 avril 1965".

Article 13.

A cet article, il vaudrait mieux écrire : "même s'il n'existe pas d'emploi permanent vacant de ce grade".

Article 14.

Le second alinéa gagnerait à être rédigé plus simplement :

"En aucun cas, une personne ne peut obtenir plus d'une nomination en application du présent arrêté".

Article 15.

La première phrase de cet article devrait être précisée. Il est proposé d'écrire : "... sont rétribués en proportion de leurs prestations effectives par rapport à l'horaire plein".

\+

\+ \+

En vertu de l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées, l'arrêté devra être contresigné par le Ministre des Finances puisqu'il permet des nominations en surnombre et, par là, la création d'emplois définitifs nouveaux en dehors des cadres existants.

Opschrift.

Het doel van het ontwerp zou beter tot uiting komen in het volgende opschrift :

"Koninklijk besluit houdende tijdelijke maatregelen voor de aanstelling in de hoedanigheid van Rijksambtenaar van sommige leden van het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging".

Aanhef.

De verwijzing naar de koninklijke besluiten van 20 juli 1964 en 9 april 1965, in het vijfde en het zesde lid van de aanhef, kan zonder bezwaar vervallen.

Daarentegen zou het koninklijk besluit van 24 december 1951 moeten worden vermeld, omdat het ontwerp ervan afwijkt. Die vermelding moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1951 tot machtiging van de Minister van Landsverdediging om voor een bepaald aantal betrekkingen bestemd voor militairen van lagere graad aanvullingspersoneel aan te werven en tot vaststelling van dezes statuut, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juni 1955, 5 februari 1958 en 24 maart 1965;".

Het ontwerp wijkt op heel wat punten af van het statuut van het Rijkspersoneel. Overeenkomstig de regel van artikel 116 van het statuut, moeten de redenen voor die afwijkingen in de aanhef worden vermeld.

.../...

Artikel 1.

In de tekst onder 1° van dit artikel moeten de woorden "zoals het bij latere besluiten gewijzigd werd" vervallen.

In zijn brief van 10 maart 1966 wijst de Minister erop, dat twijfel is gerezen over de vraag in hoever het wettig is, het burgerpersoneel, aangeworven voor de infrastructuurwerken van de Noordatlantische Verdragsorganisatie (NAVO), mede in aanmerking te doen komen voor de bepalingen van het ontwerp-koninklijk besluit.

Uit de stukken die bij de brief van de Minister gevoegd waren, blijkt dat de leden van het NAVO-personeel onder contract zijn aangeworven door de Minister van Landsverdediging. De bedingen van het contract verklaren bepalingen van het koninklijk besluit van 24 december 1951 tot vaststelling van het statuut van het aanvullingspersoneel, alsook een aantal wetsbepalingen van Belgisch recht op hen toepasselijk.

Het enige verschil tussen dat personeel en de overige onder contract aangeworven personen bestaat hierin, dat de NAVO de wedden van dat personeel grotendeels aan de Belgische Staat terugbetaalt. Dat akkoord tussen de NAVO en de Belgische Staat kan echter in genendele het statuut van de door laatstgenoemde aangeworven personen beïnvloeden.

+

De wet van 2 april 1965 doelt, behalve op de tijdelijke ambtenaren, ook op de personen "die tot wederopzeggens in Rijksbesturen zijn aangeworven".

.../...

De personen die door de Minister van Landsverdediging onder contract zijn aangeworven (met mogelijkheid van beëindiging met opzegging van drie maanden - koninklijk besluit van 24 december 1951, artikel 6, § 1),beantwoorden onbetwistbaar aan het begrip "personen die tot wederopzeggens in Rijksbesturen zijn aangeworven", in de zin van die wet.

De tekst onder 2° ware meer in overeenstemming met de administratieve terminologie, indien de woorden "op de grond van een contract aangeworven burgerlijke personeelsleden" werden vervangen door "contractueel aangeworven personen".

Artikel 2.

Voor een betere overeenstemming met de voorwaarde bepaald in artikel 1, I, A, 2°, van de wet van 2 april 1965, wordt voorgesteld de tekst onder 1° als volgt te lezen :

"1° uiterlijk op 31 december 1964 in dienst zijn geweest, in dienst zijn gebleven tot de dag waarop dit besluit op hen zal worden toegepast, over die gehele periode belast zijn geweest met een ambt dat prestaties van gemiddeld ten minste vier uren per dag omvat en voor zodanige prestaties door de Schatkist bezoldigd zijn geweest, tenzij zij om gezondheidsredenen of wegens overmacht verhinderd zijn geweest die prestaties te verrichten".

.../...

De tekst onder 3° herhaalt de tekst van de eis van artikel 16, § 1, 6°, eerste lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Het ware derhalve eenvoudiger de vermelding "6°, eerste lid" op te nemen in de tekst onder 2° van artikel 2 van het ontwerp, die dan zou luiden

"2° voldoen aan de toelatingseisen gesteld in artikel 16, § 1, 1°, 3°, 4° en 6°, eerste lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel".

Zodoende kan de tekst onder 3° vervallen.

Artikel 3.

Dit artikel lijkt overbodig en zou moeten vervallen. De regel welke het stelt, is immers vervat in de regelen van artikel 8.

Artikel 5.

De eis dat ten minste vier uren moet worden gewerkt, is een algemene eis waaraan ieder begunstigde van het besluit krachtens artikel 2, 1°, moet voldoen. Het is dus onnodig die eis te herhalen. Het derde lid kan als volgt worden gelezen :

"Personeelsleden die aangeworven zijn als schoonmaker of als schoonmaakster kunnen alleen tot Rijksambtenaar worden benoemd als zij daartoe een aanvraag indienen binnen dertig dagen na de dag waarop dit besluit in werking treedt".

.../...

Artikel 6.

Paragraaf 2 bepaalt :

"Het programma van het examen ... is datgene hetwelk bij toepassing van artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 9 april 1965 is vastgesteld".

Ter uitvoering van genoemd artikel 8, § 2, is genomen het ministerieel besluit van 17 januari 1966 tot vaststelling van het programma van het speciaal examen bedoeld bij het koninklijk besluit van 9 april 1965. Het ware dan ook verkieslijk, § 2 als volgt te lezen :

"Het programma van het in § 1 bedoelde examen is het programma dat vastgesteld is in artikel 2 van het ministerieel besluit van 17 januari 1966 tot vaststelling van het programma van het speciaal examen bedoeld bij het koninklijk besluit van 9 april 1965 houdende tijdelijke maatregelen ten gunste van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen".

Artikel 7.

In de Franse tekst onder 1° plaatse men de woorden "par le Secrétaire permanent au recrutement" tussen komma's.

Onder 2° leze men : "in artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964".

.../...

Artikel 8.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 8.-

De in artikel 1 bedoelde personeelsleden die zich niet aanmelden voor het in artikel 6 voorgeschreven bijzonder examen of daarvoor niet slagen, kunnen op hun verzoek, zonder examen of vergelijkend examen, worden benoemd in een graad van het niveau onmiddellijk onder dat waarin zij krachtens hun diploma zouden kunnen worden opgenomen, indien zij voldoen aan de overige voorwaarden voor benoeming in die graad".

Artikel 9.

In de Franse tekst vervange men het woord "était door "ait été".

Artikel 10.

Als de Regering ingaat op de wenk die gegeven is in verband met artikel 2, zou naar 3° in plaats van naar 4° van artikel 2 moeten worden verwezen.

De onjuiste woorden "die uitspraak doet" zouden moeten worden vervangen door het woord "uitgebracht".

In de tweede volzin is het onnodig te zeggen, dat een ongunstige vermelding moet steunen op ongunstige feiten.

.../...

Artikel 12.

In het derde lid van dit artikel zou de bedoeling van de Regering nauwkeuriger worden weergegeven als volgt :

"Voor benoemingen in een zelfde graad worden de begunstigden van dit besluit, wat de voorrang betreft, gelijkgesteld met de personeelsleden bedoeld in artikel 21, derde lid, 4°, van het koninklijk besluit van 9 april 1965.

De personeelsleden bedoeld in artikel 8 (artikel 7, indien artikel 3 vervalt) van dit besluit, worden echter gelijkgesteld met de personeelsleden bedoeld in artikel 21, derde lid, 5°, van het koninklijk besluit van 9 april 1965".

Artikel 13.

In dit artikel kan beter worden gelezen :
"zelfs als er geen vaste betrekking van die graad open staat".

Artikel 14.

Een eenvoudiger lezing voor het tweede lid ware :
"In geen geval kan iemand meer dan één benoeming krijgen op grond van dit besluit".

Artikel 15.

De eerste volzin van dit artikel zou moeten worden verduidelijkt. Voorgesteld wordt : "... worden betaald naar de mate van hun werkelijke prestaties in verhouding tot de volledige arbeidstijd".

+

+ +

Krachtens artikel 6 van de wet van 20 juli 1921 tot instelling van de boekhouding der betaalbaar gestelde kredieten, moet het besluit medeondertekend worden door de Minister van Financiën ; het staat immers toe dat benoemingen in overtal worden gedaan en dus ook dat nieuwe vaste betrekkingen buiten de bestaande kaders worden opgericht.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G.HOLOYE,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	G.VAN BUNNEN, J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat, staatsraden,	
	J.ROLAND, R.PIRSON,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.H.VLIEBERGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.VLIEBERGH, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. — get.) G.HOLOYE.